



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France, après examen au cas par cas,
sur la modification du plan local d'urbanisme
de la commune de Bohain-en-Vermandois (02)**

n°GARANCE 2021-5213

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 7 avril 2021, en présence de Christophe Bacholle, Patricia Corrèze-Lénée, Philippe Gratadour, Valérie Morel et Pierre Noualhaguet,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée le 9 février 2021 par la communauté de communes du Pays en Vermandois relative à la modification du plan local d'urbanisme communal de la commune de Bohain-en-Vermandois dans le département de l'Aisne (62) ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 26 mars 2021 ;

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme communal consiste à :

- modifier le règlement écrit pour protéger le linéaire commercial en centre bourg afin d'éviter la transformation des fonds de commerce en logements par changement de destination et de prendre en compte les évolutions et précisions concernant plusieurs points des règles d'aspects extérieurs des constructions, des toitures, des couvertures et des clôtures ;
- modifier le règlement graphique et écrit pour supprimer le secteur UAf dont le principal objectif était de favoriser un projet de renouvellement urbain en phase de réalisation actuellement ;
- modifier le règlement graphique afin de réaliser une aire d'accueil des gens du voyage et l'extension de la gendarmerie sur le site initialement dédié à l'aire d'accueil des gens du voyage :
 - en classant en zone Ubn le secteur destiné à l'accueil des gens du voyage, actuellement classé en zone dédiée au développement économique 1AUid ;
 - en classant en zone UB le secteur destiné à l'extension de la gendarmerie, actuellement classé en zone Ubn ;

Considérant que l'aire d'accueil des gens du voyage projetée est située en bordure d'une voie ferrée (ligne Creil-Jeumont), de la route départementale D960 et au sein d'une zone de développement économique potentiellement sources de nuisances, de pollutions et de risques technologiques, et que le choix du site doit être justifié ;

Considérant qu'il conviendra d'analyser les nuisances et les risques engendrés par la proximité d'axes ferroviaire et routier ainsi que d'activités industrielles (notamment le bruit, les vibrations, la pollution atmosphérique et des sols, les risques technologiques) et les incidences induites sur la santé des futurs usagers de cette aire ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification du plan local d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme communal de la commune de Bohain-en-Vermandois présentée par la communauté de communes du Pays du Vermandois est soumise à évaluation environnementale.

Article 2

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Article 3

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille le 7 avril 2021
Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia CORREZE-LENEE

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.